



Bilan du 1^{er} semestre 2006 Prévisions pour le 3^{ème} trimestre

Note de conjoncture économique

Encourageons les entrepreneurs à investir dans un contexte de faible croissance

L'activité économique des entreprises de Champagne-Ardenne a été relativement bonne au cours du premier semestre 2006. Le bâtiment continue à construire, l'industrie progresse, la chimie tire profit de la mondialisation et les services accompagnent l'activité des entreprises.

Toutefois, la faiblesse des investissements réalisés et prévus par les entreprises rend très fragile ce léger sursaut de l'économie champardennaise.

Les entreprises qui réussissent à tirer leur épingle du jeu sont essentiellement celles qui se sont positionnées sur des marchés internationaux ou qui profitent d'investissements structurants pour notre région (TGV...).

L'enjeu, pour notre économie régionale, est désormais d'encourager les entrepreneurs à investir dans un contexte de faible croissance en permettant aux entreprises de capitaliser sur tous les effets positifs possibles de la mondialisation.

En effet, les Français sont face à un monde inédit. Les critères ont changé, les échelles ont changé, notamment l'échelle du temps et celle de l'espace. Nous ne pouvons plus seulement penser la France, son modèle, son avenir. Notre horizon d'opportunités et de confrontations à nous, Français, est devenu l'Europe et le monde.

Dans ce monde en mouvement, les équilibres économiques évoluent :

- L'Europe connaît seulement une croissance de 2 %, comparé aux 4 % des Etats-Unis, aux 10 % de la Chine et aux 8 % de l'Inde.
- Le produit intérieur brut de la Chine est équivalent à celui de la zone Euro.
- L'Asie et l'Inde se tournent vers la matière grise et la valeur ajoutée (la Chine forme chaque année plus d'ingénieurs qu'il n'y en a en Europe).

Nous devons nous adapter à ce monde changeant de plus en plus rapidement. Parfois, nous sommes les acteurs de ces transformations. Le plus souvent nous en sommes les observateurs et les utilisateurs.

Le maintien de notre compétitivité, notre capacité d'adaptation, la définition et le partage d'un projet économique européen nécessitent une meilleure prise de conscience de ces changements par les individus, les entreprises et la société.

Les entreprises, premières confrontées à ces changements, ont un rôle pédagogique majeur afin d'expliquer à la société et aux individus comment ils devront et pourront s'adapter pour profiter des formidables débouchés et des opportunités de la mondialisation et tenir compte de la concurrence en forte progression.

Le colloque que nous avons organisé le 20 juillet 2006 à Reims sur le thème « Entreprise, je t'aime, moi non plus », en présence de Laurence PARISOT et du Ministre Renaud DUTREIL, a permis aux entrepreneurs de s'exprimer sur le tryptique : « individu, entreprise et société » et de démontrer le rôle central de l'entreprise dans la société.

Par l'activité professionnelle et la formation continue, les entreprises permettent aux salariés de se former tout au long de la vie, de développer leurs compétences et leur bien-être.

Par la richesse créée, l'entreprise contribue pleinement au financement de la collectivité territoriale, des infrastructures et des services publics.

Mais aussi, et cela est peu connu du grand public, les entrepreneurs sont nombreux à s'investir bénévolement au service des quelques 49.000 entreprises de la région. Par exemple, plus de 600 chefs d'entreprise remplissent des mandats au nom du MEDEF en Champagne-Ardenne dans plus de 200 structures d'intérêt général afin de représenter les entrepreneurs champardennais.

Chaque année, les entreprises de Champagne-Ardenne facilitent l'accès des jeunes à l'emploi en accueillant 20.000 stagiaires de l'école et plus de 6.500 jeunes en alternance. Grâce aux opérations telles que la Semaine École-Entreprise, les entreprises ouvrent tous les ans leurs portes à plus de 500 enseignants pour leur faire découvrir l'entreprise, ses métiers et son fonctionnement.

Face à une population en diminution et vieillissante, nous devons plus que jamais investir sur nos jeunes et les accueillir dans nos entreprises. C'est pourquoi, avec les branches professionnelles et les MEDEF départementaux, le MEDEF Champagne-Ardenne a décidé de s'engager pleinement en région en faveur de l'emploi des jeunes grâce à la campagne nationale de promotion de l'alternance, à l'organisation des opérations « Nos Quartiers ont des Talents », à la Semaine École-Entreprise, à l'implication des entreprises dans l'enseignement supérieur, au sein du pôle de compétitivité et dans les projets et filières structurants de notre région...

Afin de développer notre activité en accompagnant ces changements, nous encourageons les entrepreneurs de Champagne-Ardenne à mieux faire connaître auprès de l'opinion publique leur engagement et nous demandons à nos décideurs politiques de libérer les énergies et d'apporter le maximum de souplesse afin de développer la richesse de notre territoire, d'encourager les entreprises à s'investir pour la collectivité et de nous aider à mieux faire aimer l'entreprise par les individus et la société.



Jean-Marie CATABELLE
Président d'honneur



Jean MARTIN
Président

□ Champagne

L'activité des Maisons de Champagne est restée bien orientée au premier semestre 2006, en progression très significative par rapport à la même période 2005. En effet, les expéditions totales (France, Union Européenne, pays tiers) sont en hausse significative (selon l'indicateur de tendance au 30 juin 2006), supérieure à celle techniquement possible eu égard aux stocks disponibles. Cette progression est particulièrement marquée dans les pays tiers. Les perspectives pour le second semestre seront nécessairement tributaires du potentiel limité de production de l'AOC Champagne.

□ Bâtiment

L'activité du bâtiment champardennais reste bien orientée, tant sur le logement neuf que sur l'amélioration – entretien. Seule l'activité des marchés des collectivités locales reste atone. Les perspectives sont favorables pour les mois à venir avec des carnets de commandes à plus de cinq mois (effectifs et investissements prévus à la hausse).

Pour la Champagne-Ardenne, la profession attend une reprise des investissements des collectivités locales et la mise en place des financements nécessaires pour rattraper le retard sur les travaux réalisés pour les monuments historiques.

La hausse des matières premières et les prix des carburants continuent à pénaliser les résultats des entreprises.

Le dynamisme de l'activité du bâtiment rend difficile le recrutement de personnel qualifié, notamment pour l'encadrement de chantier.

□ Travaux publics

L'activité des postes d'enrobés est fortement réduite sur la région Champagne-Ardenne. La profession exécute beaucoup de travaux qualitatifs et de travaux d'entretien, ce qui demande beaucoup de moyens humains. Il est certain que les effectifs ne diminueront pas et qu'il est important de mener une campagne de communication sur les métiers des Travaux Publics. Les entreprises connaissent également une lenteur dans les procédures de dévolution des marchés mais aussi dans les paiements, alors qu'une loi prévoit le paiement des transporteurs à 30 jours, ce qui pénalise fortement la trésorerie des entreprises.

Avec la disparition du Contrat de Plan État-Région, la profession aimerait avoir une meilleure lisibilité.

□ Carrières et matériaux

Les entreprises sont toujours pénalisées par le coût des carburants pour le transport et l'exploitation des sites. La trésorerie a été impactée par la mise en place du paiement des transporteurs à 30 jours. L'activité en mai et juin a été correcte sans toutefois permettre un rattrapage total du début d'année.

La profession est en attente de la relance de projets routiers.

□ Bois

L'activité est soutenue depuis le début de l'année grâce, notamment, au secteur du Bâtiment. Par contre, le manque de matières premières attise la concurrence aux achats, que ce soit pour les industries lourdes du bois ou les scieries.

□ Chimie

Bonne reprise de l'activité dans l'industrie chimique en 2005 qui devrait se poursuivre en 2006. Les investissements et les carnets de commandes sont prévus à la hausse. Les entreprises de la chimie sont inquiètes de l'augmentation du coût des matières premières et de l'énergie.

Les entreprises attendent beaucoup du développement du pôle de compétitivité « Industries et Agro-Ressources ».

□ Métallurgie

La conjoncture s'est améliorée au cours des six premiers mois, mais les perspectives pour le troisième trimestre sont moins optimistes. L'activité peut être qualifiée de bonne, les carnets de commandes sont de « stables » à « en progression » en fonction des activités. Les trésoreries restent cependant très tendues. Les difficultés subsistent également en ce qui concerne l'augmentation des prix des matières premières (acier notamment) et de l'énergie qui réduit fortement les marges. Les entreprises sont confrontées à des difficultés de recrutement de personnel qualifié et motivé.

Inlassablement, les industriels réclament une baisse massive des charges sur le coût du travail, compte tenu de la part importante de la main-d'œuvre dans les prix de revient des entreprises. Des facilités fiscales, quant à l'investissement et à l'innovation, seraient également les bienvenues dans l'optique de produire des biens toujours plus différenciés.

□ Textile

L'activité a été stable au cours du premier semestre où les volumes n'ont pas évolué. La branche s'attend à une augmentation des carnets de commandes et du volume de production grâce à l'export et les investissements repartiraient à la hausse.

A l'image de la métallurgie, les entreprises du textile réclament une baisse massive des charges sur le coût du travail et des facilités fiscales quant à l'investissement et à l'innovation.

□ Commerce

Après un premier semestre en recul (baisse des prix, des volumes et des investissements), la grande distribution prévoit une augmentation des prix et des volumes avec cependant une stagnation des effectifs, des investissements, des carnets de commandes et de la trésorerie.

Services aux entreprises

□ Transports

Le deuxième trimestre montre une amélioration relative de l'activité mais à partir d'un niveau faible. La tendance à la hausse des prix au deuxième trimestre se confirme, sans doute sous les premiers effets de la réglementation sur le prix du gazole. Cette hausse ne semble toutefois pas compenser encore en totalité la hausse des coûts. Alors que le parc s'était adapté depuis plus d'un an à la faible demande de transports, la reprise actuelle se traduit par une adaptation de l'offre à la demande moins facile que d'habitude, notamment en transports spots.

Les transporteurs prévoient des recrutements en hausse pour le troisième trimestre, mais les investissements retournent à la baisse et les volumes n'évoluent pas.

Une nouvelle directive « Eurovignette » encourage les États à introduire et à développer des péages et des redevances. L'ensemble du réseau transeuropéen est concerné, contrairement à la directive actuelle qui ne s'applique que sur les autoroutes. Cette nouvelle législation va encore augmenter les coûts de revient des entreprises.

Plusieurs études locales ont montré les effets bénéfiques du passage à 44 tonnes sur le plan environnemental en terme d'économie d'usage des infrastructures, mais la profession est toujours en attente de sa généralisation.

□ Propreté

L'activité est restée stable au cours du premier semestre avec des prix et une trésorerie en recul. Pour le troisième trimestre, le secteur s'attend à une progression en volume et une augmentation des carnets de commandes, alors que les prix et les investissements continueront à diminuer. Les grands donneurs d'ordres cherchent toujours à tirer les prix vers le bas, l'Administration en tête, au détriment de la qualité perçue. Les grosses PME rencontrent des difficultés. Les TPE, bien centrées sur leurs métiers, tirent leur épingle du jeu et les groupes continuent à prendre des parts de marché.

Grâce à la formation, la profession souhaite créer une image de la propreté pour que cette notion passe avant les prix.

□ Expertise comptable

L'activité a été stable, voire en baisse au cours du premier semestre. Les entreprises prévoient un troisième trimestre aussi stable du fait de tensions sur les prix et les marges.

Services aux personnes

□ Logement

La demande est toujours importante. Les jeunes en formation en apprentissage recherchent des lieux d'hébergement. L'augmentation des charges en personnes et en fluides (eau, gaz, électricité), les matériaux et la réglementation impactent à la hausse les coûts de construction.

L'effet TVG est favorable à la conjoncture du secteur de la construction de bureaux, avec toutefois un tassement attendu pour le troisième trimestre. La demande locative stagne à cause de faibles taux d'intérêts qui incitent les entreprises à acheter.

□ Automobile

Les volumes des ventes de véhicules neufs sont en légère régression. Mais le plus inquiétant reste la baisse croissante du marché des acheteurs particuliers. L'activité de réparation / collision est toujours en net recul. Le marché de la pièce de rechange est quant à lui très tendu. Les marges continuent à diminuer dans leur ensemble.

Les entreprises du secteur attendent un ajustement des volumes produits à la réalité du marché français et européen, une augmentation des marges pour les véhicules neufs et des aides croissantes à la reprise des véhicules anciens afin de diminuer l'âge moyen du parc automobile et, ainsi, participer plus activement à la protection de l'environnement (effort induit sur la pollution par rapport à la croissance des taxes dans ce domaine).

□ Tourisme / hôtellerie / restauration

L'hôtellerie / restauration a constaté une baisse de la clientèle étrangère sur le premier trimestre 2006. La clientèle d'affaire est stable, voire en hausse selon le mois.